



**Corinne
MÉNÉTRÉ**

51 ans, 3 enfants, professeur de sciences physiques.

Officier de l'Armée de l'Air après une carrière de mécanicien avion. Présidente association locale Club Vosgien, membre CA Fédération Club Vosgien. Présidente Comité vallée de Sainte Marie du Souvenir Français et secrétaire DG 68, membre de l'association table patois welche du Val d'Argent.

Remplaçante:

LINDA BURDLOFF

42 ans, 2 enfants, professeur de Lettres classiques en collège et lycée.



Investie dans le monde syndical. Passionnée par les langues anciennes, la randonnée et les voyages. Attachée à l'Alsace et à son vignoble ; souhaitant

contribuer à sa promotion aux côtés d'Unser Land. Miliite pour la défense et le soutien aux viticulteurs.



**Jérôme
GOEPFERT**

40 ans, responsable commercial hospitalier.

Amoureux de l'Alsace sous toutes ses formes, engagé depuis 20 ans dans le milieu culturel et politique alsacien. Membre du comité directeur d'Unser Land. Apprécie l'art, le cinéma, l'Histoire et le sport (avec une passion pour le Racing).

Remplaçant:

RÉMY CLAUDEPIERRE

50 ans, 1 enfant, agriculteur de montagne.



Intérêt prononcé pour la sophrologie. Membre du comité d'administration de coopératives agricoles.

's Elsass, unser Land!*

Pour notre pays, notre terre et nos libertés!

*L'Alsace, notre terre !

Stop Grand Est, en avant l'Alsace!

En 2015, François Hollande a décidé de supprimer la région Alsace. Alors qu'une grande partie de la classe politique locale a finalement accepté cette réforme à la fois incohérente et anti-démocratique, des dizaines de milliers de citoyens se sont mobilisés aux côtés d'Unser Land afin que l'Alsace ne disparaisse pas. En janvier dernier, les départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin ont été réunis dans une nouvelle entité dénommée « Collectivité européenne d'Alsace » (CEA). C'est une première victoire, mais ne soyons pas dupes : la CEA n'est rien d'autre qu'un simple département aux compétences limitées. D'autre part, l'Alsace est toujours noyée dans le Grand Est. Tout reste à faire !

Prenons notre destin en main

Justice sociale, politique de santé, maintien de l'emploi, sécurité, démocratie participative, préservation de l'environnement, maîtrise de la mondialisation : il faut agir... mais encore faut-il avoir en les moyens ! Or, dans ce pays, presque tout est décidé à Paris, loin des réalités du terrain. Des Gilets Jaunes au COVID, l'État s'est montré incapable de résoudre les crises récentes. Aussi, nous devons décider en Alsace des choses qui nous concernent, comme le font nos voisins suisses et allemands. Dans les six années à venir, l'Alsace doit devenir une collectivité à statut particulier, disposant d'une réelle autonomie et gérant directement les impôts que nous versons.

L'identité: une fierté, un atout

Alsaciens d'origine et d'adoption, nous formons un peuple, avec une histoire, une langue et une identité partagées. Pour redevenir une région prospère et dynamique, l'Alsace doit préserver et transmettre cette identité aux jeunes générations ainsi qu'aux nouveaux arrivants. Nous mettons en place un plan de reconquête de notre langue, pour que l'Alsace redevienne une région vraiment bilingue et puisse bénéficier des atouts économiques et culturels qui en découlent.

Pour une société juste et durable

Nous subissons une société de consommation où la recherche du profit immédiat et du moindre coût passent avant le respect de la personne humaine, du lien social, de l'identité, de la culture et de l'environnement. Ce modèle destructeur n'est plus supportable. Face à ce problème global, nous pouvons et devons agir de façon locale. Au sein de la CEA, nous structurerons et soutiendrons toutes les initiatives qui créent de l'emploi local, du lien social et qui s'enracinent dans notre territoire. Nous développerons une écologie positive qui respecte les identités ainsi que la ruralité.

Nos engagements pour l'Alsace

- Exiger une sortie immédiate du Grand Est et créer une vraie collectivité Alsace à statut particulier avec des pouvoirs étendus en matière d'éducation et de culture, de santé, d'économie, de transports et d'aménagement du territoire.
- Mettre en place le référendum d'initiative citoyenne sur tous les sujets locaux. Modifier les modes de scrutin pour une meilleure représentativité des élus et plus de démocratie.
- Défendre et développer le Droit Local, notre régime d'assurance maladie, nos deux jours fériés supplémentaires, le repos dominical et le statut des cultes (Concordat).
- Co-officialiser l'allemand standard et dialectal (alsacien) et en généraliser l'enseignement.
- Développer les transports ferroviaires locaux et transfrontaliers.
- Soutenir l'autonomie des personnes âgées et l'accès au soin pour tous.
- Garantir une gestion saine et transparente des finances publiques.
- Promouvoir une économie agile et solidaire : les filières locales, les coopératives, les projets d'économie sociale et solidaire, l'insertion par le travail et les aides à la reconversion professionnelle.
- Développer les filières des énergies renouvelables, l'agriculture durable et les circuits courts.

pour le canton de Sainte-Marie- aux-Mines

- Aménager et sécuriser la RD 1059.
- Harmoniser la circulation sur les différents axes routiers, en particulier celle des poids lourds.
- Rendre nos territoires attractifs en agissant sur les logements, les énergies et les moyens de communication.
- Privilégier un tourisme raisonnable et de qualité.
- Renforcer le soutien au tissu associatif de nos villages de la plaine, du vignoble et du pays Welche.
- Promouvoir le patois Welche et l'alsacien.
- Encourager une agriculture à taille humaine soucieuse de préserver les ressources en eau.
- Promouvoir une filière bois en circuit court afin de préserver l'avenir des forêts.
- Créer des maisons intergénérationnelles.

Für unser Land, unsere Heimat und unsere Freiheiten!

2015 wurde die Region Elsass abgeschafft. Während viele heimische Politiker dies akzeptierten, mobilisierten sich Zehntausende von Bürgern an unserer Seite, damit das Elsass nicht verschwinde. Nun wurde die Europäische Gebietskörperschaft Elsass (CEA) gegründet — ein erster Sieg — doch hat sie nur begrenzte Kompetenzen, während das Elsass immer noch im Grand Est untergeht.

Soziale Gerechtigkeit, Gesundheit, Arbeitsplätze, Sicherheit, Mitbestimmung, Umweltschutz, Globalisierung: Wir müssen handeln! Aber fast alles wird in Paris entschieden. Wir sollen darüber entscheiden, was uns betrifft, wie die Schweizer und Deutschen. Das Elsass soll eine Gebietskörperschaft mit einer echten Autonomie werden.

Als gebürtige und zugezogene Elsässer sind wir ein Volk, mit einer gemeinsamen Geschichte, Sprache und Identität. Um wieder wohlhabend und dynamisch zu werden, muss das Elsass diese Identität bewahren und an die jüngeren Generationen sowie an Neuankömmlinge weitergeben. Wir werden einen Plan zur Rückgewinnung unserer Sprache aufstellen, damit das Elsass wieder zweisprachig wird und davon profitiert.

In der Konsumgesellschaft haben sofortiger Profit und niedrigste Kosten Vorrang vor dem Respekt für Menschen, soziale Bindungen, Identität, Kultur und Umwelt. Dieses Modell ist nicht mehr tragbar. Wir können und müssen lokal handeln. Innerhalb der CEA werden wir alle Initiativen unterstützen, die Arbeitsplätze und soziale Bindungen schaffen und in unserem Gebiet verwurzelt sind.

VU LES CANDIDATS — NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE

**Le 20 juin prochain,
c'est **2 voix** pour Unser Land**

**Élections régionales:
une voix pour dire STOP
au Grand Est**

**Élections départementales:
une voix pour dire OUI
à une Alsace autonome**

**Unser
Land**



mouvement alsacien